

Notice d'information

Aide aux ovins (AO)

Pour tous les départements de métropole

Campagne 2010

Dispositions générales

1. Qui peut demander l'aide aux ovins ?

Vous pouvez demander l'aide aux ovins si :

- ❖ vous détenez au moins **50 brebis éligibles** (allaitantes ou laitières).
- ❖ vous maintenez l'effectif engagé sur votre exploitation pendant toute la période de détention obligatoire de 100 jours (cette période s'étend du **02 février au 12 mai 2010 inclus**).

Par ailleurs, en demandant l'aide, vous attestez avoir respecté en 2009 sur votre exploitation un **ratio de productivité** au moins égal au ratio minimum retenu dans votre département. Ce ratio est égal au nombre de naissances constatées au cours de l'année civile 2009, rapporté à l'effectif de mères présentes au cours de l'année civile 2009.

2. Quels animaux peuvent être primés ?

Un animal éligible à l'aide aux ovins est une **femelle de l'espèce ovine, correctement localisée et identifiée, et ayant mi-bas au moins une fois ou âgée d'un an au moins au 12 mai 2010**.

L'aide aux ovins est versée pour un effectif d'au moins 50 brebis. Le remplacement de l'effectif engagé par des brebis ou des agnelles éligibles est possible (cf. paragraphe « Notifier les remplacements d'animaux éligibles » plus loin dans la présente notice).

3. Les droits à primes ovins

En 2010, les DPA ovins disparaissent : l'octroi de cette nouvelle aide est désormais indépendant de tout dispositif de droit à primes.

4. Les conditions de dépôt de la déclaration

La demande doit impérativement être déposée à la DDAF/DDEA du département du siège de votre exploitation le **1^{er} février 2010 au**

plus tard. C'est la date de réception de votre demande qui est prise en compte et non la date d'envoi de votre courrier. Toute demande parvenue à la DDAF/DDEA après le 1^{er} février fera l'objet d'une réduction du paiement égale à 1% par jour ouvré (jours autres que les samedis, dimanches et jours fériés). Si le dossier est reçu par la DDAF/DDEA après le 26 février 2010, la demande est irrecevable et vous ne percevrez pas l'aide aux ovins.

5. Contenu de la demande

La demande doit comporter :

- ❖ le formulaire de demande « Aide aux ovins (AO) » dûment renseigné et signé.
- ❖ un RIB établi au nom du demandeur si vous n'avez pas perçu un montant au titre de la Prime à la Brebis (PB) en 2009 ou si vous avez perçu un montant au titre de la Prime à la Brebis 2009, mais que vous changez de références bancaires pour le paiement 2010.
- ❖ un bordereau de localisation si vos animaux sont susceptibles d'être localisés sur des îlots ne figurant pas dans le registre parcellaire de votre déclaration de surfaces 2009.

Attention

Le nom figurant sur le RIB doit correspondre exactement au nom du demandeur. Dans le cas contraire, votre RIB ne pourra pas être pris en compte.

6. Demande de majoration de l'aide

Vous pouvez demander à bénéficier d'une majoration de l'aide aux ovins si vous êtes adhérent, au plus tard le 1^{er} février 2010, d'une organisation de producteurs (OP) commerciale reconnue pour le secteur ovin par le ministère de l'agriculture, ou si vous avez signé, au plus tard le 1^{er} février 2010, un contrat avec un opérateur de l'aval correspondant au contrat-type élaboré par l'interprofession.

Dans ce cas, vous devez joindre à votre demande :
– la preuve de votre adhésion, au plus tard le 1^{er} février 2010, à une OP commerciale reconnue pour le secteur ovin,
– ou la preuve de la signature, au plus tard le 1^{er} février 2010, du contrat conclu avec un opérateur de l'aval.

7. Télédéclaration

Vous pouvez déclarer sur le site TelePAC (www.telepac.agriculture.gouv.fr) :

- ❖ votre demande d'aide ;
- ❖ des bordereaux de perte et de localisation des animaux durant toute la période de détention obligatoire.

Pour cela, vous aurez besoin, lors de votre première connexion, de votre code personnel TelePAC 2010. Ce code figure en haut à gauche du courrier de fin de campagne Surfaces – DPU 2009.

8. Modification de la demande

Après son dépôt, vous pouvez sous certaines conditions modifier le nombre de femelles déclarées dans votre demande. Vous pouvez jusqu'au 1^{er} février 2010 augmenter ou diminuer votre nombre de femelles déclarées. Après cette date, vous avez uniquement la possibilité de diminuer votre effectif déclaré, et sous réserve qu'aucun contrôle ne vous ait déjà été notifié par votre DDAF/DDEA.

Toute modification de la demande doit être notifiée à la DDAF/DDEA dans les 10 jours ouvrés suivant la sortie des animaux de l'exploitation. Vous pouvez utiliser à cet effet le bordereau de perte joint à votre demande. Vous y indiquerez le nombre d'animaux perdus, le motif de la réduction de l'effectif engagé ainsi que, le cas échéant, le nombre d'animaux que vous remplacez.

En cas d'absence de notification, des pénalités sont appliquées (cf. plus loin).

9. Le versement des aides

Une enveloppe de 125 millions d'euros est prévue en 2010 pour l'aide aux ovins.

Le montant unitaire de l'aide sera calculé en fin de campagne en fonction du nombre d'animaux éligibles déclarés par l'ensemble des éleveurs de métropole. Pour 2010, le montant indicatif de l'aide hors majoration est de 21 euros par femelle primée, sans différenciation entre femelle allaitante et laitière. Le montant de la majoration est de 3 euros par animal primé. Ces montants sont susceptibles d'être ajustés en fonction des demandes déposées.

L'aide sera versée par l'Agence de services et de paiement (ASP) à partir du 1^{er} décembre 2010.

10. La publication des bénéficiaires d'aides communautaires

Afin de rendre compte de l'utilisation du budget de l'Union européenne, les autorités européennes ont décidé de mettre en place une publication annuelle de la liste des bénéficiaires de tout type de soutiens communautaires. Ainsi, les noms des agriculteurs bénéficiaires d'aides de la politique agricole commune assortis des montants d'aides perçues sont rendus publics sur le site TelePAC : www.telepac.agriculture.gouv.fr.

Vos engagements

11. Détenir les animaux éligibles sur votre exploitation

En signant votre demande d'aide aux ovins, vous vous engagez à maintenir en permanence l'effectif éligible déclaré sur votre exploitation du **2 février au 12 mai 2010 inclus**.

Afin de pouvoir vérifier cet engagement, la DDAF/DDEA doit pouvoir d'une part localiser le cheptel éligible tout au long de cette période de détention, et d'autre part être tenue au courant des pertes qui affectent le cheptel éligible. Dans ce cadre, des bordereaux que vous pouvez utiliser tout au long de la période de détention obligatoire sont joints au formulaire de demande d'Aide aux ovins.

a- Localiser les animaux

Vous pouvez déclarer les lieux de détention de votre cheptel au cours de la période de détention sur le formulaire de demande d'aide (paragraphe « localisation des animaux »), ou avec le bordereau de localisation dans certains cas détaillés ci-dessous. **Tout lieu de localisation des animaux, même temporaire, doit être communiqué à la DDAF/DDEA.**

- **Lorsque vous remplissez votre formulaire de demande**, si vos animaux sont localisés au cours de la période de détention obligatoire, même temporairement :
- ❖ **dans un bâtiment de votre exploitation** : vous devez préciser la commune où est localisé ce bâtiment dans le paragraphe « localisation des animaux » du formulaire de demande.
- ❖ **sur des parcelles déclarées dans votre déclaration Surfaces 2009** : vous devez cocher la case « sur des îlots figurant dans le registre parcellaire de ma déclaration de surfaces 2009 » dans le paragraphe « localisation des animaux » du formulaire de demande.

- ❖ **sur des parcelles que vous n'avez pas déclarées dans votre déclaration Surfaces 2009** : vous devez cocher la case « sur des îlots ne figurant pas dans le registre parcellaire de ma déclaration de surfaces 2009 » dans le paragraphe « localisation des animaux » du formulaire de demande. Dans ce cas, vous devez joindre à votre formulaire de demande d'Aide aux Ovins un bordereau de localisation (voir ci-dessous le paragraphe « comment remplir un bordereau d'identification »).

Exemples

- *Si vos animaux sont susceptibles de se trouver pendant la période de détention obligatoire sur un îlot acquis depuis votre dernière déclaration de surfaces, vous devez remplir un bordereau de localisation même si ces îlots seront déclarés dans votre déclaration de surfaces 2010.*
- *Si vos animaux sont susceptibles de se trouver pendant la période de détention obligatoire sur un îlot prêté par un autre exploitant à des fins de pâturage, vous devez remplir un bordereau de localisation même si le déplacement est temporaire.*

- Au cours de la période de détention obligatoire :
- ❖ si vous **déplacez vos animaux**, même temporairement, dans des lieux qui n'ont pas été déclarés dans votre formulaire de demande ou sur un bordereau joint au formulaire (par exemple un îlot acquis depuis le dépôt de votre demande), vous devez adresser un **bordereau de localisation** à la DDAF/DDEA **avant de déplacer vos animaux** (voir ci-dessous le paragraphe « comment remplir un bordereau de localisation »).

Comment remplir un bordereau de localisation ?

Après avoir renseigné les informations vous concernant (n° Pacage, nom...), vous utilisez le tableau pour identifier les parcelles sur lesquelles vous allez déplacer vos animaux. Plusieurs cas de figure peuvent se présenter :

- si vous allez déplacer vos animaux sur des îlots qui ont fait l'objet d'une déclaration de surfaces en 2009 et que vous connaissez les références de ces îlots, alors vous indiquez le numéro Pacage ou le nom de l'exploitant ayant déclaré ces îlots, la commune où ils sont localisés ainsi que leurs références ;
- si vous ne connaissez pas les références des parcelles sur lesquelles vous allez déplacer vos animaux, alors vous indiquez de la manière la plus précise possible la localisation de ces parcelles (commune, nom du propriétaire éventuel, lieu-dit ou autres précisions).

b- Notifier les cas de diminution d'effectif

Vous devez communiquer à la DDAF/DDEA dans un délai de 10 jours ouvrés (jours à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés) toute diminution, au cours de la période de détention obligatoire, de l'effectif engagé, qu'il s'agisse :

- ❖ d'une vente ;
- ❖ d'un abattage sanitaire ou économique (infertilité) ;
- ❖ d'une **circonstance naturelle** : lorsqu'un animal meurt des suites d'une maladie ou des suites d'un accident dont vous ne pouvez pas être tenu pour responsable et que **cette disparition vous empêche de respecter le maintien de l'effectif engagé pendant la période de détention obligatoire**, vous devez notifier cette perte à la DDAF/DDEA ;
- ❖ d'une **force majeure** : lorsqu'un événement exceptionnel comme une catastrophe naturelle grave, une épizootie ou une incapacité professionnelle de longue durée (les cas de forces majeures sont précisément définis par la réglementation) vous empêche de respecter votre engagement de maintien des animaux sur votre exploitation, vous devez notifier cette perte à la DDAF/DDEA.

La notification s'effectue au moyen du bordereau de perte. Vous indiquerez sur le bordereau de perte la date de la perte, le nombre d'animaux perdus, ainsi que le motif de la perte.

En cas d'absence de notification, des pénalités sont appliquées (cf. plus loin).

c- Notifier les remplacements d'animaux éligibles

Vous avez la possibilité de remplacer un animal éligible par un autre au cours de la période de détention obligatoire. L'animal doit être remplacé dans un délai de 10 jours et être inscrit dans le registre dans un délai de 3 jours. Vous devez notifier à la DDAF/DDEA ce remplacement dans les 5 jours ouvrés suivant le remplacement au moyen du bordereau de perte.

Vous avez la possibilité de remplacer des animaux éligibles engagés et sortis par des **agnelles éligibles (identifiées dans les 7 jours suivant la naissance et nées au plus tard le 31 décembre 2009)**, dans la limite de **20% de l'effectif engagé**.

d- Justifier du maintien de l'effectif éligible

En cas de contrôle sur votre exploitation, le contrôleur doit pouvoir vérifier, sur la base d'un **registre**, que le nombre de femelles que vous déclarez dans votre demande d'aide aux ovins est bien présent sur votre exploitation pendant toute la période de détention obligatoire, et que le ratio de productivité est respecté.

Vous devez donc détenir les informations suivantes :

- ❖ le nombre de brebis qui ont agnelé au moins une fois ou qui sont âgées d'au moins un an au 12 mai 2010 ;
- ❖ les mouvements de brebis (nombre de brebis entrées et sorties) ;

- ❖ le nombre de naissances intervenues sur l'exploitation en 2009 ;
- ❖ si vous voulez remplacer des femelles éligibles par des agnelles éligibles, la liste des agnelles ainsi que leur date de naissance, leur numéro et la date de pose des boucles.

Si vous ne disposez pas déjà d'un système de suivi permettant d'enregistrer ces informations, vous devez tenir à jour le registre « document de suivi des mouvements des brebis » joint au formulaire de demande d'Aide aux ovins. La notice de ce document de suivi recense notamment toutes les pièces à conserver afin de pouvoir justifier du maintien de l'effectif éligible sur votre exploitation au cours de la période de détention obligatoire.

12. Respecter le ratio de productivité

Vous devez respecter un engagement relatif à la performance technique de votre élevage. En cas de contrôle, il sera vérifié que la productivité de votre élevage, mesurée par un ratio égal au nombre de naissances constatées au cours de l'année civile 2009 rapporté à l'effectif de mères présentes au cours de l'année civile 2009, est au moins égale au ratio minimum retenu dans votre département.

13. Respecter la réglementation relative à l'identification des animaux

Le respect de la réglementation concerne tous les ovins présents sur l'exploitation et consiste notamment à :

- ❖ conserver l'identification d'origine, à savoir une boucle saumon agréée, pour les animaux nés avant le 9 juillet 2005 ;
- ❖ identifier dans les 6 mois suivant sa naissance chaque ovin né sur l'exploitation après le 9 juillet 2005 avec deux repères agréés jaunes, dans tous les cas avant la sortie de l'exploitation de naissance de l'animal ;
- ❖ maintenir en permanence les repères d'identification des ovins ;
- ❖ tenir un registre comportant toutes les informations propres à l'identification et aux mouvements des animaux. Ce document doit comporter :
 - le recensement des animaux âgés de plus de 6 mois présents au 1^{er} janvier 2010 ;
 - le nombre des animaux nés au cours de l'année 2009 ;
 - le double ou la copie des documents de circulation des animaux entrés ou sortis de l'exploitation ;
 - le double des documents d'enlèvement (équarissage) ;
 - la liste des repères livrés et la date de pose de chaque repère ;
 - un tableau du remplacement des repères donnant la correspondance entre le numéro des boucles provisoires et les numéros des animaux correspondants.

Si vous souhaitez des informations plus précises sur vos obligations en matière d'identification de vos animaux, vous pouvez contacter le service Identification de l'Etablissement départemental de l'élevage (EDE).

Attention

Les animaux n'ayant jamais été identifiés sont susceptibles d'être euthanasiés.

14. Déposer un dossier de déclaration de surfaces

Si vous disposez de surfaces agricoles exploitées, vous devez déposer un dossier de déclaration de surfaces au plus tard le 17 mai 2010. Si vous en avez déposé un en 2009, un nouveau dossier vous sera adressé par la Poste au cours du mois d'avril 2010. Dans le cas contraire, des dossiers vierges seront disponibles à la DDAF/DDEA.

Vérifications et réductions

La déclaration de surfaces doit comprendre toutes les parcelles que vous possédez, que vous louez, ou dont vous avez l'usage et que vous utilisez à des fins agricoles. Elle permet notamment de contrôler et de vérifier la localisation de vos animaux.

15. Vérifications administratives

a- Dépôt tardif

Toute demande d'aide aux ovins parvenue à la DDAF/DDEA après le 1^{er} février 2010 fera l'objet d'une réduction du paiement égale à 1 % par jour ouvré (jours autres que les samedis, dimanches et jours fériés). Si le dossier est reçu par la DDAF/DDEA après le 26 février, la demande est irrecevable et vous ne percevrez pas l'aide aux ovins.

b- Absence non justifiée de dossier de déclaration de surfaces

Si vous ne déposez pas de dossier de déclarations de surfaces 2010 alors que vous disposez de surfaces agricoles, toutes vos primes animales (dont l'aide aux ovins) seront réduites de 3%.

c- Non-maintien de l'effectif engagé

Lorsqu'un écart est constaté entre l'effectif engagé lors de votre déclaration et l'effectif maintenu sur votre exploitation, **un taux d'écart est calculé**. Ce taux est égal au rapport entre le nombre d'animaux en écart et le nombre d'animaux éligibles après contrôle.

Si le taux d'écart est inférieur ou égal à 10%, alors le montant de la prime est réduit du pourcentage d'écart calculé.

Si le taux d'écart est supérieur à 10% et inférieur ou égal à 20%, alors le montant de la prime est réduit de deux fois le pourcentage d'écart calculé.

Si le taux d'écart est supérieur à 20%, alors aucun versement n'est effectué.

Si le taux d'écart est supérieur à 20% et qu'une fausse déclaration intentionnelle a été constatée ou si le taux d'écart est supérieur à 50%, la prime n'est pas versée et de plus une pénalité égale au montant correspondant sera retenue sur les trois campagnes suivantes.

16. Contrôles

Au moins 10% des demandeurs de l'Aide aux Ovins 2010 font l'objet d'un contrôle sur place. Ces contrôles sont réalisés par les Directions départementales des services vétérinaires (DDSV) ou par les Délégations régionales de l'Agence de services et de paiement (ASP). Vous vous engagez dans votre demande d'aide à permettre l'accès de votre exploitation aux autorités compétentes et à faciliter le contrôle (contention des animaux si nécessaire, présentation de tout document utile au contrôle). **Il est rappelé que tout refus de contrôle entraîne le rejet de la demande d'aide pour l'année considérée.**

a- Vérification de l'effectif de brebis présentes sur votre exploitation (contrôle physique)

- Le contrôleur procède à un comptage des brebis et vérifie qu'elles sont correctement identifiées. Seules les brebis correctement identifiées sont comptabilisées dans votre effectif éligible.
- Le contrôleur vérifie que les brebis sont localisées conformément aux éléments que vous avez déclarés dans votre demande d'aide (au paragraphe « localisation des animaux »). Dans le cas contraire, les brebis ne sont pas comptabilisées dans votre effectif éligible.

b- Vérification de l'effectif de brebis dans les documents de l'exploitation (contrôle documentaire)

Documents à présenter au contrôleur

- La liste des boucles posées ou le carnet d'agnelage.
- Le document de suivi des brebis éligibles.
- Les justificatifs à fournir à l'appui des documents de suivi des brebis éligibles :
 - factures de vente / achat,
 - bons d'enlèvement,
 - bons d'équarrissage,
 - documents de circulation.

- Le contrôleur vérifie les conditions d'éligibilité des brebis à l'aide des documents justificatifs (liste de boucles posées, carnet d'agnelage).

Si vous ne disposez pas de ces documents, les brebis nées après juillet 2005 ne sont pas comptabilisées dans votre effectif éligible.

- Le contrôleur vérifie que vous avez un document sur lequel est inscrit :

- ❖ le nombre de brebis éligibles, c'est-à-dire le nombre de femelles qui auront au moins 12 mois ou qui auront agnelé au 12 mai 2010;
- ❖ le nombre de brebis entrées sur l'exploitation et celles sorties de l'exploitation entre le 2 février 2010 et le jour du contrôle.

Si vous ne disposez pas de ce document, aucune brebis n'est éligible à l'aide.

- Le contrôleur vérifie, pour les brebis qui ont une boucle temporaire d'identification de couleur rouge, que vous avez inscrit sur le registre la correspondance entre la boucle rouge et la boucle jaune. **Dans le cas contraire les brebis ne sont pas comptabilisées dans l'effectif éligible à la prime.**

c- Vérification du ratio de productivité

Le contrôleur vérifie que le **ratio de productivité** correspondant au nombre de naissance constaté sur l'année civile 2009 rapporté à l'effectif présent en 2009 est supérieur ou égal au ratio retenu dans votre département.

En 2010, dans un souci de mise en œuvre progressive de cet engagement, le non respect du ratio conduit à ajuster l'effectif primé pour que le ratio soit vérifié sur cet effectif. Les pénalités prévues par la réglementation s'appliquent en cas d'écart entre l'effectif déclaré et cet effectif calculé.